

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE

DU CONSEIL MUNICIPAL

EN DATE DU 20 MARS 2025

L'an deux mille vingt-cinq et les vingt mars à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué le quatorze mars, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la Salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Serge TERRANCLE, Maire de Boulac.

Présents : S. TERRANCLE - J.P. ROUANET - R. PEROTIN – A. BRAUD - G. ESTAMPE – S. LANES – B. CEZERAC - M. RUBIO-VICENTE - J. LOO – F. MAZET - Ch. CARLES-TEIG - F. BENARROUS - F. COTTE - C. LEMAZURIER - S. BOYE - A. M. FERNEKESS - R. BERINGUIER

Absents excusés : P. BAQUE - L. GRATACOS– K. IMPICCICHE - M. CAMPAGNE - M.H. CHEVALIER - A. CAZAJOU - J.J. FERRA - I. BARROSO - T. MARTY

Absent : P. GARLAND

Procuration de P. BAQUE à S. TERRANCLE
Procuration de J.J. FERRA à M. RUBIO
Procuration de L. GRATACOS à B. CEZERAC
Procuration de M.H. CHEVALIER à F. BENARROUS
Procuration de K. IMPICCICHE à C. LEMAZURIER
Procuration de T. MARTY à R. BERINGUIER

Secrétaire de séance : Mme Cendrine LEMAZURIER a été nommée secrétaire de séance.

Ordre du jour :

ORDRE DU JOUR :

AFFAIRES GENERALES :

- Approbation du procès-verbal de la séance du 06 Février 2025,
- Désignation du secrétaire de séance.

COMMISSION DU PERSONNEL :

- Création d'un emploi permanent à temps complet d'Adjoint administratif Principal de 1ère classe au Service de la Police Municipale à compter du 1^{er} Mai 2025 [Délibération],
- Plan de formation 2025 [Délibération],

COMMISSION « FINANCES ET VIE ECONOMIQUE » :

- Revalorisation du loyer du logement de l'immeuble de la Poste au 1^{er} Avril 2025 [Délibération],
- Inscription de crédits en dépenses d'investissement avant le vote du Budget Primitif 2025 – Modification de la délibération n°2024/08/02 [Délibération],
- Rapport d'orientation budgétaire [Délibération].

La séance est ouverte à 20 h 35.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 06 FEVRIER 2025

Rapporteur : Serge TERRANCLE

Monsieur TERRANCLE demande si le procès-verbal de la séance précédente appelle des observations. Aucune observation n'étant formulée, le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 06 Février 2025 est approuvé.

DELIBERATION N°2025/02/01 : CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT A TEMPS COMPLET D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE AU SERVICE DE LA POLICE MUNICIPALE A COMPTER DU 1^{ER} MAI 2025

Rapporteur : Serge TERRANCLE

Monsieur TERRANCLE expose qu'en application des dispositions de la loi, il y a lieu de créer un emploi permanent à temps complet d'Adjoint administratif Principal de 1^{ère} classe au Service de la Police Municipale de la Mairie.

Monsieur TERRANCLE précise qu'un adjoint technique principal de 1^{ère} classe souhaite intégrer un poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe plus en lien avec ses fonctions d'Agent de Surveillance de la Voie Publique.

Monsieur TERRANCLE propose la création de ce poste sur le Service de la Police Municipale de la commune et ainsi satisfaire également la demande de cet agent.

Monsieur TERRANCLE précise que cette création de poste n'aura pas d'incidence budgétaire, l'agent étant reclassé à échelon et indice égal à sa situation antérieure.

Monsieur TERRANCLE propose :

- de créer un emploi permanent à temps complet d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à dater du 1^{er} Mai 2025,
- de supprimer un emploi permanent à temps complet d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à dater du 1^{er} Mai 2025.

Le Conseil Municipal approuve, à l'unanimité des membres présents, la proposition présentée.

DELIBERATION n°2025/02/02 : APPROBATION DU PLAN DE FORMATION 2025

Rapporteur : Serge TERRANCLE

Monsieur TERRANCLE rappelle que l'élaboration d'un plan de formation constitue une obligation qui trouve sa source dans la loi du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale et celle du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents territoriaux.

Le plan de formation recense les besoins identifiés par les élus, les responsables de service et les agents. Il est précisé que le plan de formation 2025 sera présenté au prochain Comité Social.

Monsieur TERRANCLE propose au Conseil Municipal d'approuver le plan de formation 2025 tel que présenté et annexé au présent projet.

Le Conseil Municipal approuve, à l'unanimité des membres présents, la proposition présentée.

DELIBERATION n°2025/02/03 : REVALORISATION DU LOYER DU LOGEMENT DE L'IMMEUBLE DE LA POSTE AU 1^{ER} AVRIL 2025

Rapporteur : Serge TERRANCLE

Monsieur TERRANCLE rappelle au Conseil Municipal que la commune a fait l'acquisition en Mai 2012 de l'immeuble de la Poste composé d'une part d'un local professionnel occupé par le Bureau de poste et d'autre part d'un logement d'une superficie de 121 m² et d'un garage de 35 m².

Concernant le logement, Monsieur TERRANCLE indique que, comme mentionné dans le bail, le loyer doit être révisé chaque année à la date anniversaire de celui-ci.

Monsieur TERRANCLE rappelle que pour 2024 le loyer portait sur un montant de 734,85 € hors charges. Il est donc nécessaire de procéder à la revalorisation du loyer selon l'indice de référence des loyers (IRL) du 4^{ème} trimestre 2023 qui s'élève à 142,06.

$$= \frac{\text{Montant mensuel loyer 2024} \times \text{Indice IRL T4 2024}}{\text{Indice IRL T4 2023}}$$

- Loyer mensuel 2025 :
 $= \frac{734,85 \times 144,64}{142,06} = 748,20 \text{ € mensuel (soit 1,82\% de variation annuelle)}$
- Charges mensuelles 2025 inchangées = 50 €

Monsieur TERRANCLE propose au Conseil Municipal :

- De revaloriser le montant du loyer du logement de l'immeuble de la Poste selon l'indice de référence des loyers au 1^{er} Avril 2025,
- De fixer le montant du loyer à 748,20 € mensuel, auxquels s'ajouteront 50 € de charges pour la consommation d'eau, d'assainissement et les ordures ménagères.

Le Conseil Municipal approuve, à l'unanimité des membres présents, la proposition présentée.

DELIBERATION N°2025/02/04 : INSCRIPTION DE CREDITS EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025 (MODIFICATION SUR LE MONTANT DES CREDITS OUVERTS)

Rapporteur : Serge TERRANCLE

Monsieur TERRANCLE indique à l'assemblée qu'il est nécessaire de reprendre la délibération du 19 Décembre 2024 sur l'inscription des crédits en dépenses d'investissement avant le vote du BP 2025, suite à une remarque de la Préfecture.

En effet, la formulation « crédits ouverts au budget précédent » signifie que seuls les crédits votés en 2024 peuvent être pris en compte pour le calcul du plafond des dépenses à engager. Celui-ci excluant, de fait, les restes à réaliser (RAR).

En vertu de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire peut, jusqu'à l'adoption du Budget, et, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement nouvelles dans la limite du quart des crédits ouverts au Budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Constatant que les crédits ouverts en section d'investissement du budget communal de l'exercice 2024 s'élevaient à 5.799.640,75 € (déduction faite des remboursements d'emprunts s'élevant à 331.000,00 €, des Restes à Réaliser d'un montant de 1.049.605,25 € et des opérations d'ordre de 33.000 €).

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir des crédits par opérations afin de permettre à Monsieur le Maire d'engager, de liquider et de mandater des dépenses nouvelles d'investissement avant l'adoption du Budget de l'exercice 2025, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2024 sur les opérations suivantes :

Pour le Budget Communal :

Opérations	Comptes	Crédits ouverts	Limite du Quart
	10226	120 000.00	30 000.00
	202	83 000.00	20 750.00
	2041512	220 000.00	55 000.00
	20422	79 200.00	19 800.00
218		5 000.00	1 250.00
233		2 000.00	500.00
250		10 000.00	2 500.00
252		2 850.00	712.50
258		100 000.00	25 000.00
289		1 000.00	250.00
291		600.00	150.00
295		26 000.00	6 500.00
296		1 000.00	250.00
297		2 000.00	500.00
300		7 750.00	1 937.50
301		4 900.00	1 225.00
308		450.00	112.50
309		3 000.00	750.00
310		3 700.00	925.00
313		21 150.00	5 287.50
315		6 000.00	1 500.00
320		18 000.00	4 500.00
324		5 000.00	1 250.00
325		842 490.75	210 622.69
326		15 100.00	3 775.00
332		7 000.00	1 750.00
334		5 100.00	1 275.00
335		2 500.00	625.00
337		3 500 000.00	875 000.00
338		51 500.00	12 875.00
339		650 000.00	162 500.00
340		3 350.00	837.50
TOTAL		5 799 640.75	1 449 910.19

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal, pour le Budget Communal 2025, d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater des dépenses nouvelles, par opérations ou par chapitres, et pour les montants précisés ci-dessus.

Le Conseil Municipal approuve, à l'unanimité des membres présents, la proposition présentée.

DELIBERATION N°2025/02/05 : RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025

I – Les éléments de rétrospective 2021-2024

I-1 – Données générales et résultat

Sur la période 2021-2024, on constate une augmentation plutôt élevée des dépenses et recettes de fonctionnement (+ 14,35% et + 18,24%), une très forte augmentation des dépenses d'investissement (+ 108,67%) et une hausse des recettes d'investissement (+ 17%).

Le fonds de roulement a connu, quant à lui, après une très forte augmentation pour atteindre 3.218.818 € en 2023, une diminution en 2024 (2.881.066 €).

Quant au ratio de désendettement, il est de 2,2 ans en 2024 et donc très bon, aucun emprunt n'ayant été réalisé sur toute la période.

I.2 – Les soldes intermédiaires de gestion de 2021 à 2024

L'épargne de gestion (Recettes – Dépenses de gestion courantes) a quelque peu diminué de même que l'épargne nette (Epargne brute [Différence entre recettes et dépenses de fonctionnement] – Remboursement du capital de la dette) ; on peut constater qu'il n'y pas eu d'effet de ciseau, même si on entrevoit un léger resserrement entre les dépenses et les recettes ;

I.3 – Niveau de l'endettement de 2021 à 2024

L'encours de la dette a sensiblement diminué sur la période ; le ratio de désendettement est passé de 4,2 années en 2022 à 2,1 années en 2023 et 2,2 années en 2024, le seuil de prudence étant fixé à 10 ans ;

I.4 – la fiscalité directe de 2021 à 2024

Les bases fiscales ont augmenté régulièrement sur la période considérée alors que les taux n'ont pas changé. Les produits fiscaux ont globalement augmenté pour passer de 2.157.971 € en 2021 à 2.563.749 € en 2024 ;

I.5– Dépenses de 2021 à 2024

Les dépenses réelles de fonctionnement ont globalement augmenté entre 2021 et 2024 mais elles ont été bien maîtrisées en 2023 et 2024 ; les charges de personnel ont connu une progression car on note une évolution de 5,85% entre 2023 et 2024 et les dépenses à caractère général n'ont augmenté que de 0,61% entre les 2 dernières années ; il est à noter en 2024 la part des charges de personnel dans le budget de fonctionnement qui représente 62% et les charges à caractère général de 21% ;

Les dépenses d'investissement ont quant à elles plus que doublé entre 2023 et 2024 avec la reprise des investissements (vidéoprotection, extension du cimetière, complexe culturel) ;

I.6 – Recettes entre 2021 et 2024

Les recettes de fonctionnement ont connu une légère augmentation cette dernière année ; le produit des contributions directes a quant à lui augmenté de 4% entre 2023 et 2024, sans augmentation des taux ; les dotations ont à nouveau augmenté cette dernière année ;

Quant aux recettes d'investissement, si elles ont diminué de moitié par rapport à l'année précédente en 2021 et 2022, elles ont connu un rebond en 2023 et une augmentation de 56% en 2024 ; la taxe d'aménagement relativement stable entre 2021 et 2022, a nettement diminué en 2023 et encore plus en 2024 ; les recettes diverses ont connu une augmentation exceptionnelle du fait de la clôture du budget du lotissement La Croix, et du report de l'excédent dans le budget principal de la commune en 2023 mais sont revenues à leur niveau antérieur en 2024 ;

I.7 – Financement de l'investissement entre 2021 et 2024

Il est à noter que les ressources financières propres (épargne nette + FCTVA + Autres recettes + Produits de cessions) ont diminué en 2022 avant d'augmenter sensiblement en 2023 et de décroître quelque peu en 2024 ; les subventions perçues, liées aux investissements réalisés, ont en ce qui les concerne, augmenté quelque peu en 2023 mais surtout en 2024 ;

I.8 – Les ratios

Si les ratios « Dépenses réelles de fonctionnement / population », « Produit des impositions/ population », « Recettes réelles de fonctionnement / population », « Dotation Globale de fonctionnement / population », « Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement » sont dans la moyenne des communes de la même strate, les suivants, « Dépenses d'équipement brut / population », « Encours de la dette / population », « Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement », « Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement » sont inférieurs à cette moyenne et le dernier « Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement » se situe au-dessus de cette moyenne ;

II - Orientations budgétaires et rapport prospective

II.1 – Méthodologie et hypothèses retenues

Il est d'abord fait état de la méthodologie et de l'hypothèse retenue pour l'année 2025 d'abord puis pour la période 2026/2027.

Pour ce qui est des dépenses de fonctionnement :

- Charges à caractère général : + 1,6% en 2025 puis + 3,7 % en 2026 et + 3,9 % en 2027 ;
- Charges de personnel : +2,9 % en 2025 puis + 3,94 % en 2026, et + 3,02 % en 2027 ;
- Atténuation de produits : FNGIR, FPIC et THLV figés sur la période ;
- Charges de gestion courante : +1 % en 2024 sur les indemnités des élus, + 1,6 % pour le SDIS et maintien du niveau des subventions en 2025 mais aussi de la subvention au CCAS et + 1 % pour les indemnités des élus, 2 % pour le SDIS et toujours stabilité des subventions les 2 années suivantes ; à noter qu'à partir de 2024, le budget de la Caisse des Ecoles est intégré au Budget principal et qu'il n'y a plus de ce fait de subvention d'équilibre ;
- Charges financières : à partir de 2026, prise en compte de l'emprunt d'équilibre et à partir de 2027, prise en compte de l'endettement pluriannuel ;

Concernant les recettes de fonctionnement :

- Remboursement sur rémunérations : stabilité de 2025 à 2027 ;
- Participation des usagers aux services publics : figé sur le CA 2024 ;
- Fiscalité : +1,7 % sur fiscalité directe en 2025 (revalorisation bases foncier bâti) ; revalorisation des bases de 1,5 % en 2026 et en 2027 sur le foncier bâti. ; les Attributions de Compensation augmentent avec le transfert des charges sur les Routes Départementales sur les communes ;
- Dotations : pour la DGF, prise en compte uniquement de l'évolution de la population en 2025 et les années suivantes ; diminution liée à la réforme des indicateurs financiers prise en compte dès 2025 pour la DSR et pour la DNP ; droits de mutation figés de même que les participations ;
- Autres produits de gestion courante : stabilité du revenu des immeubles et du remboursement des Indemnités Journalières du personnel titulaire ;

Dépenses d'investissement :

- PPI : prise en compte de l'ensemble du PPI sur toute la période ;
- Emprunts : prise en compte de l'emprunt d'équilibre sur les années 2024 et 2025 puis en 2026 de l'endettement pluriannuel ;

Recettes d'investissement :

- Subventions : Prise en compte de l'ensemble du PPI sur toute la période ;
- Emprunts : prise en compte de l'emprunt d'équilibre en 2026 (prêt long terme de 1.158.339 € à 3,9 % sur 20 ans) puis prise en compte de l'endettement pluriannuel ;

Fonds de roulement :

- Résultat de l'exercice : de 2025 à 2027, minimum de 1.000.000 € de fonds de roulement en début d'exercice ;

II.2- Les grandes masses financières et les grands équilibres financiers

Sur la période 2025-2027, dépenses et recettes de fonctionnement devraient connaître une très légère augmentation ;

Les dépenses d'investissement devraient connaître une hausse sensible en 2025 puis diminuer en 2026 et de chuter en 2027. Les recettes d'investissement seront surtout importantes en 2025 et 2026.

Pour ce qui est des soldes financiers, l'épargne nette va diminuer sur les années 2026 et 2027 sans jamais être négative ; pour ce qui est de l'effet de ciseau, la tendance au resserrement décrite dans la rétrospective se confirme sur cette période ;

Le fonds de roulement est évalué à 1.574.932 € en 2025 et à 1.000.000 € en 2026 et un même un tout petit peu plus en 2027 ;

En ce qui concerne l'endettement, l'encours de la dette évoluerait de 1.784.024 € en 2025 (ratio de désendettement : 2,2 ans), à 2.779.481 € en 2026 (ratio de désendettement : 4,4 ans) et à 2.579.837 € (ratio de désendettement : 4,9 ans) en 2027 ;

III.3- La fiscalité directe

Il est rappelé que dans ce scénario, aucune augmentation d'impôt n'est envisagée ; on prévoit en revanche une revalorisation des bases de la TFPB de 1,7 % en 2025 puis de 1,5 % en 2026 et en 2027 ; le produit évoluerait donc dans la même proportion ;

III.4- La section de fonctionnement

Pour ce qui est des recettes, après une diminution de 0,11 % en 2025, il est prévu une baisse de 0,82 % en 2026 et une hausse de 0,89 % en 2027 ; elles comprennent les produits de la fiscalité directe et indirecte, les dotations et les « autres recettes » (produits des services, cessions d'immobilisations) ;

Les dépenses de fonctionnement augmentent de 2,34 % en 2025 et devraient croître de 3,16 % en 2026, et de 3,56 % en 2027. Il est à noter que le plus gros poste budgétaire que sont les charges de personnel, atteint 62% de l'ensemble des dépenses réelles de fonctionnement. L'augmentation prévue est de 2,9 % en 2025, 3,94% en 2026 et 3,02% en 2027 avec les charges induites par les nouveaux investissements (cf complexe culturel) .

III.5- La section d'investissement

Les dépenses d'investissement vont connaître un essor important à partir de 2025 mais aussi en 2026 avec les travaux du complexe culturel.

Les recettes d'investissement devraient connaître une augmentation avec le programme d'investissement réalisé au cours du mandat (hausse des subventions perçues en 2025 et encore un peu en 2026, réalisation d'emprunts en 2026, hausse sensible du FCTVA notamment en 2026 et encore davantage en 2027).

III.6- Le Programme Pluriannuel d'investissement et son financement

- **Plan Pluriannuel d'investissements**

Le plan pluriannuel des investissements permet d'aborder tous les grands projets prioritaires d'investissements de manière globale. Une présentation des investissements principaux recensés pour 2025 est réalisée : fonds de concours pour PPI voirie (dont parking complexe culturel, aménagement chemin de Geordy) pour 500.000 €, révision du PLU (80.000 €), acquisition foncière (100 000 €), rénovation énergétique école élémentaire (15.000 €), aménagement du parc du séchoir (50.000 €) ; il convient de prendre en compte aussi et surtout les restes à réaliser : complexe culturel, vidéoprotection, Fonds de concours 2024... (4.349.270 €)

- **Les Investissements Récurrents**

Il s'agit des dépenses d'investissement permettant de garantir l'entretien et le renouvellement des bâtiments et du matériel de la commune.
Concernant ces investissements, ils sont estimés à 300.000 € pour chaque année.

- **Le financement de l'investissement**

L'épargne nette, le FCTVA, la taxe d'aménagement notamment constituent les ressources financières propres auxquelles s'ajoutera l'emprunt en 2026, et les subventions perçues.

Le résultat d'investissement devrait être négatif en 2025 et 2026 avant d'être à nouveau quasiment positif en 2027.

Après cette présentation, il est demandé au Conseil Municipal d'émettre un avis sur les

orientations proposées.

Le Conseil Municipal émet, à l'unanimité des membres présents, un avis favorable sur les orientations budgétaires présentées.

INFORMATION SUR L'ECOLE ELEMENTAIRE

Rapporteur : Sabrina LANES

Madame LANES informe l'Assemblée qu'une fermeture de classe est prévue à l'école élémentaire à la prochaine rentrée. Il manque à ce jour une vingtaine d'enfants à la rentrée 2025/2026. Un point est fait très régulièrement entre les services de la mairie et la directrice de l'école pour avoir un suivi en temps réel de ces effectifs et l'Inspection d'Académie est tenue informée de ces évolutions mais le maintien de la classe s'avère compliqué.

La séance est levée à 22 h 00.

La secrétaire,

Le Maire,

Cendrine LEMAZURIER

Serge TERRANCLE